

Arrestation au Burundi d'un opposant rwandais accusé d'attentats par Kigali

@rib News, 06/03/2010 - Source AFP Les autorités rwandaises ont annoncé samedi l'arrestation au Burundi d'un opposant rwandais, DÃ©o Mushayidi, accusÃ© par Kigali de faire partie des commanditaires des rÃ©centes attaques Ã la grenade qui ont fait deux morts et plusieurs blessÃ©s dans la capitale rwandaise. "L'un des principaux responsables de ces actes, DÃ©o Mushayidi, a Ã©tÃ© arrÃ©tÃ© au Burundi et se trouve actuellement entre les mains de la police nationale (rwandaise)", a dÃ©clarÃ© Ã Radio Rwanda, le procureur gÃ©nÃ©ral, Martin Ngoga. M. Ngoga qui s'exprimait en kinyarwanda affirmÃ© disposer de "preuves suffisantes" de l'implication de Mushayidi dans ces attaques, dont les deux derniÃ©res ont fait, jeudi soir, 16 blessÃ©s.

Tutsi et ancien cadre du Front patriotique rwandais (FPR), le parti du prÃ©sident Paul Kagame, DÃ©o Mushayidi a fui le Rwanda en 2000 alors qu'il Ã©tait prÃ©sident de l'Association rwandaise des journalistes (ARJ). ArrivÃ© en exil en Europe, il milita dans plusieurs partis de l'opposition rwandaise, avant de crÃ©er, l'annÃ©e derniÃ©re, sa nouvelle formation, le dÃ©fenseur du peuple (PDP). Mushayidi, qui, Ã partir de la Belgique, effectuait des tournÃ©es dans les pays voisins du Rwanda depuis quelques mois, est la troisiÃ©me personne accusÃ©e par le gouvernement rwandais d'Ã©tre derriÃ©re ces attentats. Deux anciens officiers de haut rang, aujourd'hui rÃ©fugiÃ©s en Afrique du Sud, le gÃ©nÃ©ral Faustin Kayumba Nyamwasa et le colonel Patrick Karegeya, ont Ã©tÃ© dÃ©jÃ pointÃ©s du doigt. Le gÃ©nÃ©ral Nyamwasa, ancien chef d'Ã©tat-major de l'armÃ©e et ancien ambassadeur en Inde, a fui son pays la semaine derniÃ©re, aprÃ©s avoir Ã©tÃ© interrogÃ© une premiÃ©re fois par la police. InstallÃ© en Afrique du Sud longtemps avant, le colonel Karegeya, ancien chef des renseignements extÃ©rieurs, circule dans les pays de la rÃ©gion en prÃ©parant ces actes de dÃ©stabilisation de son pays, selon le prÃ©sident Paul Kagame. Mercredi, le chef de l'Etat avait annoncÃ© qu'il allait soulever la question auprÃ©s des gouvernements concernÃ©s.